

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

MAURICE YVERNÈS

## **L'alcoolisme et la criminalité**

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 49 (1908), p. 375-377

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1908\\_\\_49\\_\\_375\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1908__49__375_0)

© Société de statistique de Paris, 1908, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques  
<http://www.numdam.org/>

### III

## L'ALCOOLISME ET LA CRIMINALITÉ

Jusqu'en 1873, aucune disposition pénale n'avait assuré, en France, la répression de l'ivresse. Certains théoriciens, jusqu'alors écoutés, avaient obstinément contesté au législateur le droit de punir un acte qui ne nuit, disaient-ils, qu'à l'individu, et dont les manifestations, difficilement appréciables, quant à leur nature délictueuse, offrent d'ailleurs, au point de vue de la constatation, de graves difficultés pratiques. L'ivrognerie, à leur sens, constitue un abus de la liberté humaine, mais n'est pas et ne peut pas être un délit.

En fixant les heures d'ouverture et de fermeture des cafés, cabarets, débits de boisson, etc., dont les conditions d'existence n'étaient alors soumises, comme celles de tous les autres établissements, qu'aux lois générales d'ordre public et aux règlements de police locale, le décret du 29 décembre 1851 aurait pu, en inaugurant le régime de l'autorisation préalable, enrayer les progrès d'un mal qui commençait à se développer déjà singulièrement. Mais le respect dû au double principe de la liberté du commerce et de l'inviolabilité de la propriété privée l'emporta sur l'intérêt de la santé et de la moralité publiques. On considéra comme un monopole abusif la restriction du nombre des débits selon les besoins des localités, et, malgré les appels réitérés des autorités communales et départementales, qui prévoyaient les conséquences funestes du nouveau régime, les mesures prescrites par le décret de 1851 furent appliquées avec la plus grande mollesse, en attendant que l'arbitraire préfectoral se donnât libre carrière.

En 1861, le Sénat, saisi de diverses propositions tendant à la répression de l'ivrognerie, décida que la question d'ivresse était du domaine exclusif de la police et non de la compétence du législateur : une loi, déclarait le rapporteur, qui aurait la prétention d'imposer la vertu aux citoyens, ne réussirait qu'à enchaîner leur liberté.

Vers la même époque, la Cour de cassation, appelée à statuer sur divers arrêtés préfectoraux pris contre des individus trouvés en état d'ivresse dans les rues, avait admis de ne considérer ces décisions comme valables qu'autant que l'ivresse avait été accompagnée de contraventions prévues et punies par le Code pénal.

On voit quels obstacles rencontra à ses débuts la lutte contre l'alcoolisme.

C'est le climat qui fait les buveurs, a dit Montesquieu ; c'est la misère qui fait naître et développe les habitudes d'intempérance, a-t-on prétendu depuis.

Ces opinions ont pu paraître justes tant que l'ivrognerie est restée limitée aux habitants des régions froides et aux populations les plus pauvres ; mais cette théorie de l'individualisation de l'ivresse a perdu de sa valeur, lorsque la science et l'expérience même des faits eurent signalé les progrès envahissants du mal et prouvé que son action s'exerce, non pas seulement sur l'individu, mais sur tout l'organisme social.

Telle fut du moins l'idée qui inspira la loi du 23 janvier 1873, au lendemain même des désastres de la guerre et des événements de la Commune, qui subirent le contre-coup de l'alcoolisme et s'aggravèrent souvent sous son influence funeste. L'Assemblée nationale, soucieuse de rendre à la population sa force physique et morale, compromise par les excès de boisson, institua des mesures légales « tendant à réprimer l'ivresse publique et à combattre les progrès de l'alcoolisme ». Quelques années plus tard, la loi du 17 juillet 1880 abrogea le décret du 29 décem-

bre 1851 et substitua le régime de la déclaration préalable à celui de l'autorisation administrative, c'est-à-dire de droit commun, sous la réserve de garanties d'ordre général.

Les dispositions principales de la loi du 23 janvier 1873, toujours en vigueur, sont les suivantes :

Sont punis d'une amende de 1 à 5 francs les individus qui sont trouvés en état d'ivresse manifeste dans les rues, chemins, cafés, cabarets ou autres lieux publics.

En cas de récidive, les articles 474 et 483 du Code pénal sont applicables.

Dans le cas de seconde récidive dans les douze mois qui ont suivi la deuxième condamnation, l'inculpé est traduit en police correctionnelle et passible d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 16 à 300 francs; s'il se rend de nouveau coupable du même délit dans les douze mois qui suivent la dernière condamnation, il peut être condamné au maximum des peines ci-dessus indiquées, lesquelles peuvent être élevées jusqu'au double.

Toute personne condamnée deux fois en police correctionnelle pour ivresse est déclarée, par le second jugement, incapable d'exercer les droits de vote, d'élection, d'éligibilité et d'être appelée ou nommée à une fonction publique.

Sont punis d'une amende de 1 à 5 francs les débitants qui ont donné à boire à des gens manifestement ivres ou qui les ont reçus dans leur établissement, ou qui ont servi des liqueurs alcooliques à des mineurs âgés de moins de seize ans.

Les aggravations de peines résultant de la récidive sont prononcées contre les débitants dans les mêmes conditions que pour les ivrognes contrevenants; en ce qui concerne les premiers, le tribunal correctionnel peut ordonner que le jugement soit affiché publiquement.

Les gardes champêtres sont chargés, concurremment avec les autres officiers de la police judiciaire, de rechercher et de dénoncer les contraventions.

Il n'apparaît pas que la loi du 23 janvier 1873 ait reçu une stricte application, sauf peut-être au début de sa mise en vigueur et aussi en 1907, grâce, pour cette dernière année, aux instructions récentes du gouvernement, qui a attiré l'attention des parquets sur la question de l'alcoolisme et sur la nécessité d'une répression énergique et sévère de l'ivresse publique.

On trouvera ci-après le nombre des poursuites exercées, en cette matière, depuis 1873 :

		Ivresse manifeste			
		Contraventions		Délits	Total
		jugées par les tribunaux de simple police	connexes à des délits et jugées par les tribunaux correctionnels	d'ivresse (art. 2, 5 et 7 de la loi)	
Chiffres absolus.	1873. . . . .	52 613	5 754	980	59 347
	1874. . . . .	73 779	8 606	4 033	86 418
	1875. . . . .	81 486	11 473	5 523	98 482
	1876-1880 . . .	61 718	9 518	3 795	75 026
	1881-1885 . . .	54 286	9 551	3 318	67 155
Moyennes annuelles.	1886-1890 . . .	47 410	9 068	2 942	59 420
	1891-1895 . . .	48 730	10 669	2 755	62 154
	1896-1900 . . .	47 327	8 483	3 169	58 979
	1901-1905 . . .	46 739	7 333	2 262	56 334
Chiffres absolus.	1906. . . . .	43 152	6 943	1 960	52 025
	1907. . . . .	62 965	10 065	2 197	75 227

Il est absolument impossible, on le comprend, de juger des progrès de l'alcoolisme par l'examen de ces chiffres. Rien ne serait même plus dangereux que de se baser sur les résultats de l'application de la loi de 1873 pour se faire une opinion exacte à cet égard. D'une manière générale, la répression de l'ivresse est loin d'être vigoureuse et normale; elle est inégale, arbitraire, intermittente, subordonnée enfin à l'activité plus ou moins grande des agents verbalisateurs; la hausse de 1907, provoquée non par une recrudescence subite du mal, mais par un redoublement de zèle demandé aux gendarmes et autres agents de la police judiciaire, en est la preuve évidente.

Ces médiocres résultats de la répression pénale en matière d'ivresse s'expliquent dans une certaine mesure. L'application de la loi est le plus souvent paralysée par le mauvais vouloir des municipalités; les maires et les gardes champêtres jouissent de si peu d'indépendance vis-à-vis de leurs administrés qu'il leur est impossible de se montrer sévères à l'encontre de ceux d'entre eux qui s'enivrent même ouvertement; la gendarmerie seule dresse des procès-verbaux en pareille matière; encore ne s'acquitte-t-elle de cette mission spéciale qu'au cours des tournées, plus ou moins fréquentes, qu'elle effectue sur le territoire des communes de sa résidence. Dans les villes, l'action directe de la police est pour ainsi dire nulle et inefficace.

Si, d'un autre côté, il est fait très rarement application des mesures édictées contre la récidive, c'est que la constatation des rechutes n'est possible que dans le canton même où les premières infractions ont été commises; or, en raison de leurs déplacements continuels, les ivrognes, nomades par excellence, commettent le plus souvent des contraventions dans des localités différentes.

(A suivre.)

Maurice YVERNÈS.

---